

13 mars 2024

(24-2282)

Page: 1/14

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

NOUVELLE-ZÉLANDE

La communication ci-après, datée du 2 février 2024 et adressée par la délégation de la Nouvelle-Zélande, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (document [IP/C/28](#)).

1 INTRODUCTION

1. La présente communication donne des renseignements actualisés sur le rapport détaillé de la Nouvelle-Zélande le plus récent (document [IP/C/R/TTI/NZL/2](#)), présenté en septembre 2022, conformément aux engagements pris au titre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC. Ces engagements contribuent à favoriser et à encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés (PMA), en vue de les doter d'une base technologique solide et viable.

2. Dans le présent rapport, le transfert de technologie s'entend au sens large, comme incluant la formation, l'enseignement et le "savoir-faire", ainsi que tout élément de capital, et englobe quatre modes essentiels de transfert de technologie:

- les objets physiques ou le matériel;
- les compétences et les aspects humains de la gestion et de l'apprentissage technologiques;
- les dessins et modèles, qui constituent la forme documentaire des connaissances en matière d'information et de technologie; et
- les liaisons entre les systèmes de production dans le cadre desquels la technologie est utilisée.

3. La Nouvelle-Zélande encourage les PMA Membres à en connaître davantage sur la valeur et les résultats de ses programmes de transfert de technologie et se félicite de leur intérêt à cet égard. Nous avons également joint un tableau qui présente des exemples concrets de transfert de technologie à des PMA, en réponse à la demande qu'ils ont formulée concernant un modèle de notification plus normalisé.

2 APERÇU DES INCITATIONS, DES TYPES DE TECHNOLOGIE ET DES MODES DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

4. Aotearoa Nouvelle-Zélande encourage le transfert de technologie vers les PMA par divers moyens: en promouvant l'installation d'un environnement économique qui permette à ses entreprises et institutions de transférer des technologies à l'étranger; en encourageant les échanges de biens et de services et la mobilité de la main-d'œuvre; en favorisant l'instauration d'un environnement qui garantisse le respect des droits de propriété intellectuelle; ainsi que par le biais de différents programmes de développement bilatéraux et régionaux. La Nouvelle-Zélande

encourage également les PMA à adopter la technologie la plus pertinente et la plus rentable disponible sur le marché mondial.

5. C'est principalement dans le cadre de son Programme de coopération internationale pour le développement (IDC), géré par le Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (MFAT), qu'Aotearoa Nouvelle-Zélande mène son action concernant le transfert de technologie vers les PMA. La Nouvelle-Zélande considère le transfert de technologie comme un élément fondamental pour parvenir au développement durable et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, grâce aux investissements de fonds, de connaissances et de compétences. Le financement accordé par Aotearoa Nouvelle-Zélande en faveur de la coopération internationale pour le développement a régulièrement progressé ces dernières années. En septembre 2023, le budget consacré par Aotearoa Nouvelle-Zélande au Programme IDC sur la période de trois ans allant de juillet 2021 à juin 2024 s'élevait à 3 012,46 millions de NZD. En particulier, nous nous sommes engagés à augmenter considérablement notre financement axé sur le climat: en 2021, le gouvernement néo-zélandais a annoncé qu'il s'engageait à consacrer 1,3 milliard de NZD à l'action climatique sur la période de quatre ans 2022-2025, dont 800 millions de NZD de nouveaux fonds supplémentaires. Cela représente un montant quatre fois supérieur à celui de l'engagement de la Nouvelle-Zélande sur la période 2019-2022. Ces fonds seront utilisés pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions, à sauver des vies et à protéger les moyens d'existence et les infrastructures des effets du changement climatique. Sur cet engagement, au moins la moitié ira à la région du Pacifique, et au moins la moitié sera consacrée à l'adaptation au changement climatique. En août 2022, le gouvernement néo-zélandais a publié sa stratégie pour le financement international de l'action climatique, *Tuia te Waka a Kiwa*, qui guidera la mise en œuvre de cet engagement en faveur du financement de l'action climatique.

6. La Déclaration de 2019 sur la politique de coopération internationale pour un développement durable efficace (politique ICESD) expose l'orientation stratégique d'Aotearoa-Nouvelle-Zélande en matière de coopération internationale pour le développement. Notre politique de coopération internationale pour le développement a pour objet de contribuer à un monde plus pacifique, dans lequel tout le monde vivrait dans la dignité et en sécurité, où tous les pays pourraient prospérer et où l'environnement que nous partageons serait protégé. La Nouvelle-Zélande soutient le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et est attachée aux valeurs que nous voulons voir prévaloir à l'échelle mondiale, dont les droits de l'homme, la bonne gouvernance et la démocratie; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; la bonne gestion de l'environnement et du climat; la prévention et le règlement pacifique des conflits; et l'importance de la coopération internationale.

7. Nos priorités en matière de coopération internationale pour le développement dépendent des besoins de chaque pays en matière de soutien du développement durable, et peuvent s'articuler en grande partie autour des piliers des Objectifs de développement durable (ODD) suivants:

- Personnes – santé, éducation, bourses, droits de l'homme, développement inclusif axé sur les femmes et les jeunes, et aide humanitaire;
- Planète – changement climatique, énergie renouvelable, résilience, environnement et océans;
- Prospérité – gouvernance économique, technologies de l'information et de la communication, agriculture, commerce, mobilité de la main-d'œuvre et emploi; et
- Paix – efficacité de la gouvernance, maintien de la paix, sécurité et prévention de la violence.

8. En s'appuyant sur ce cadre politique, le Ministère continuera de fournir à la région Pacifique 60% des fonds que nous consacrons à la coopération internationale pour le développement. L'engagement d'Aotearoa Nouvelle-Zélande dans le Pacifique se fonde sur notre forte identité pacifique et nos liens d'interconnexion avec la région, qui se conjuguent avec les profonds effets que la stabilité et de la prospérité du Pacifique ont sur les intérêts nationaux d'Aotearoa Nouvelle-Zélande.

9. Au-delà du Pacifique, le Programme IDC d'Aotearoa Nouvelle-Zélande accorde la priorité au Timor-Leste et à l'Asie du Sud-Est, et repose sur une approche ciblée du reste de l'Asie, de l'Afrique

et de l'Amérique latine. Dans ces régions, nous orientons notre coopération en matière de développement sur la lutte contre le changement climatique, le maintien de la paix, l'efficacité de la gouvernance et la résilience de l'économie mondiale.

10. Les PMA Membres de l'OMC ou observateurs avec lesquels Aotearoa Nouvelle-Zélande maintient des programmes bilatéraux ou des programmes régionaux ciblés sont les Îles Salomon, le Cambodge, la RDP lao, le Myanmar, le Timor-Leste, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, le Rwanda, la Somalie, la Tanzanie, l'Ouganda, et la Zambie.

3 ACTIVITÉS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ASSURANT UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIE VERS LES PMA¹

3.1 EXEMPLES DE PROGRAMMES BILATÉRAUX AVEC LES PMA

11. À mesure qu'il évoluera, le Programme IDC d'Aotearoa Nouvelle-Zélande inclura divers éléments de transfert de technologie. On trouvera ci-après quelques exemples actuels de programmes bilatéraux menés avec un certain nombre de PMA Membres de l'OMC.

3.1.1 Myanmar

12. Un institut de recherche public d'Aotearoa Nouvelle-Zélande, Plant and Food Research (recherche sur les végétaux et les aliments), travaille en partenariat avec Proximity Design, une entreprise à vocation sociale du Myanmar, sur un projet de six ans (2019-2025) et de 7,9 millions de NZD en vue d'améliorer la productivité, les revenus et la résilience des petits producteurs de légumes et de réduire les pertes après récolte. Des formations et un soutien à la gestion des engrais et des pesticides et aux produits d'irrigation ont permis de renforcer les capacités horticoles de Proximity Design.

3.1.2 République démocratique populaire lao (RDP lao)

13. Dans le cadre du mécanisme concernant les énergies renouvelables en République démocratique lao (90%) et au Cambodge (10%), doté de 11,8 millions de NZD, une formation relative à la sûreté des barrages hydroélectriques a été dispensée à 288 agents de la RDP lao et une formation technique en langue anglaise aux énergies renouvelables a été dispensée à 82 hauts fonctionnaires gouvernementaux. Des conseillers techniques d'Aotearoa Nouvelle-Zélande ont aidé le gouvernement de la RDP lao à actualiser la feuille de route nationale sur l'efficacité énergétique et l'ont complétée par une formation en matière d'efficacité énergétique à l'intention de 144 fonctionnaires et employés du secteur privé.

14. L'activité UXO (programme de déminage), dotée de 11 millions de NZD, a permis de déminer 638 hectares de terrains contaminés dans la province de Xieng Khouang en 2021, et 431 hectares supplémentaires jusqu'en juillet 2022. Du fait des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 en 2021, le Conseiller technique d'Aotearoa Nouvelle-Zélande a dispensé un cours de formation au fonctionnement du nouveau matériel à 21 employés d'UXO Lao. Il a apporté un soutien à l'Autorité nationale de réglementation du secteur du déminage/UXO de la RDP lao afin de mettre au point des cours nationaux sur la neutralisation des explosifs et munitions, ainsi qu'un cours de médecine traumatique. Un cours sur la neutralisation des explosifs et munitions a été organisé pour les employés d'UXO dans toutes les provinces de la RDP lao en juin 2022.

3.1.3 Cambodge

15. Dans le cadre de l'initiative pour une horticulture de qualité au Cambodge (Cambodia Quality Horticulture), dotée de 6,9 millions de NZD, des experts d'Aotearoa Nouvelle-Zélande ont apporté leur soutien à la Direction générale de l'agriculture du Cambodge afin qu'elle devienne un organisme de certification des bonnes pratiques agricoles du Cambodge (CamGAP) pleinement opérationnel, et elle a effectivement certifié 309 exploitations agricoles. Quatre partenaires de projets d'entreprises

¹ Les renseignements fournis sont fondés sur les critères d'établissement des rapports adoptés par le Conseil des ADPIC en février 2003. Les activités pertinentes des organismes multilatéraux auxquels la Nouvelle-Zélande fournit un financement de base ne sont pas mentionnées dans le présent rapport. Tous les montants indiqués sont en dollars néo-zélandais.

d'agro-industrie et d'entreprises sociales ont également reçu un appui pour finaliser leurs systèmes de contrôle interne afin de gérer la production respectueuse des bonnes pratiques agricoles du Cambodge dans les exploitations agricoles auprès desquelles elles se fournissent.

3.1.4 **Zambie**

16. L'initiative relative au secteur laitier en Zambie, d'une durée de sept ans et dotée de 7,4 millions de NZD, renforce les nouvelles chaînes de valeur du lait grâce au transfert de connaissances sur la santé animale et les pratiques commerciales dans le secteur laitier. Quelque 600 éleveurs participants ont enregistré une hausse de rendement, une baisse des coûts de production et une augmentation des bénéfices. Depuis le début de la pandémie de COVID-19 en 2020, le programme a fait la preuve de sa forte capacité à adopter des plates-formes en ligne pour partager des renseignements et renforcer les capacités dans le secteur, les documents, vidéos et lettres d'information diffusés par courriel et dans les groupes WhatsApp ayant atteint environ 1 200 destinataires.

17. Pour élargir encore ses effets, le programme a fait l'objet d'une prolongation jusqu'à la fin 2023, pour un montant de 1,5 million de NZD, afin de privilégier les activités liées à la participation de la branche de production et des populations locales. En 2022, les activités de sensibilisation ont été étendues à 20 coopératives ayant 2 194 membres actifs, plus de 330 producteurs laitiers ont été initiés aux meilleures pratiques du Programme de transformation laitière en Zambie (ZDTP) lors de foires agricoles, et des formations ont été dispensées à l'intention de 31 agents de vulgarisation, chacun d'entre eux étant chargé d'une zone ayant plusieurs centaines de producteurs.

3.2 **EXEMPLES DE PROGRAMMES RÉGIONAUX**

18. Aotearoa Nouvelle-Zélande assure le transfert de technologie vers les PMA et les aide à promouvoir l'investissement au moyen de plusieurs programmes d'aide régionaux. Dans certains cas, il est difficile d'isoler les dépenses spécialement consacrées aux PMA Membres, mais il ne fait aucun doute que les PME Membres de ces régions tirent avantage de ces programmes.

3.2.1 **Activités économiques et activités liées au commerce dans le Pacifique**

19. Une bonne gestion économique et des politiques appropriées sont indispensables pour encourager le transfert de technologie, le commerce et l'investissement. Le Programme de coopération internationale pour le développement d'Aotearoa – Nouvelle-Zélande verse des fonds à diverses organisations régionales qui fournissent des conseils économiques, contribuent au renforcement des capacités ou soutiennent le développement du commerce ou de l'investissement:

- le Centre d'assistance technique financière du Pacifique (PFTAC) aide les pays insulaires du Pacifique à mieux gérer leur économie en leur fournissant des conseils techniques et un appui pratique en matière de gestion des finances publiques, d'administration fiscale, de gestion macroéconomique et de comptabilité nationale, et coordonne les efforts des donateurs dans ces domaines. La Nouvelle-Zélande s'est engagée à accorder 6 millions de NZD pour le cycle quinquennal en cours du PFTAC, qui prendra fin en avril 2028;
- le bureau du Pacific Trade Invest (PTI), situé à Auckland, a pour mission d'élargir les possibilités offertes aux entreprises des îles du Pacifique dans les domaines du commerce, de l'investissement et du tourisme. Aotearoa Nouvelle-Zélande verse chaque année 1,1 million de NZD pour le fonctionnement de cet organisme;
- Aotearoa Nouvelle-Zélande s'est engagée à verser 17 millions de NZD pour créer InvestPacific, un fonds d'investissement mixte doté de 50 millions de NZD et destiné à mobiliser des investissements privés dans 12 pays insulaires du Pacifique, dont les Îles Salomon. En plus d'un apport en capital potentiel de 10 millions de NZD, l'engagement d'Aotearoa Nouvelle-Zélande comprend 5 millions de NZD destinés à un mécanisme d'assistance technique pour soutenir l'élaboration de projets d'investissement et apporter un soutien une fois les transactions effectuées. Un gestionnaire de fonds a été nommé en juin 2023 et le lancement officiel du fonds devrait avoir lieu d'ici à la mi-2024.

3.2.2 Secteur des TIC

20. Aotearoa Nouvelle-Zélande finance également un large éventail d'initiatives dans le secteur des TIC dans toute la région du Pacifique, en vue d'améliorer la connectivité des communautés qui sont mal desservies et de promouvoir les services numériques offerts aux citoyens et aux entreprises. Voici quelques exemples de ces initiatives:

- un investissement d'environ 42 millions de NZD dans des câbles sous-marins en Polynésie en vue d'améliorer la connectivité, d'accroître la résilience et la redondance, d'améliorer l'accès et de réduire les coûts. Un montant supplémentaire de 7,4 millions de NZD a été investi dans des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités.
- un financement de 5,6 millions de NZD octroyé à l'Université du Pacifique Sud en vue de renforcer son réseau de campus universitaires dans 14 pays de la région, et d'améliorer les résultats dans les domaines de l'éducation et de la formation grâce à la mise en place de plates-formes d'enseignement numérique perfectionnées;
- un engagement de financement de 10 millions de NZD sur 2019-2025 en vue de contribuer au renforcement des capacités en matière de cybersécurité des pays du Pacifique, avec des projets dans les domaines de la stratégie et de la gouvernance, de la sécurité de l'information, de la cybersécurité et de la cybercriminalité;
- un financement de 6 millions de NZD en faveur de l'initiative conjointe liée au Programme des Nations Unies pour le développement de l'économie numérique dans le Pacifique. Il s'agit d'un programme de développement des marchés qui vise à développer des écosystèmes d'économie numérique inclusifs dans le Pacifique pour que les femmes, les communautés rurales, les MPME et les travailleurs saisonniers puissent participer davantage aux marchés et avoir un meilleur accès à ces services.
- un financement de 4,4 millions de NZD accordé à la Fondation mSupply en vue de renforcer les systèmes de gestion des produits pharmaceutiques dans les pays de la Polynésie pour permettre la fourniture de données exactes et actualisées sur la gestion et le suivi des stocks, un accompagnement vers la durabilité de leurs systèmes pharmaceutiques ainsi que des achats de médicaments essentiels de qualité prévisible et cohérente;
- un financement de 5,7 millions de NZD pour des formations en ligne portant sur des activités scientifiques visant à fournir des outils numériques aux enseignants de 10^{ème} année dans quatre pays du Pacifique (Vanuatu, Îles Salomon, Samoa et Îles Cook) pour qu'ils puissent assurer des enseignements scientifiques pertinents à l'échelle locale (jusqu'au 30 juin 2024).

3.2.3 Développement des entreprises

21. Aotearoa Nouvelle-Zélande s'est engagée à verser 26,2 millions de NZD sur cinq ans (2022-2027) pour la phase II du Programme Business Link Pacific (BLP) qui vise à soutenir le développement des PME dans 12 pays insulaires du Pacifique en facilitant leur accès à des services de conseil locaux et de qualité et au financement. Pendant la période considérée, le Programme BLP a soutenu 382 entreprises (dont 259 entreprises dirigées par des femmes) employant 3 036 personnes (dont 1 266 femmes), avec l'octroi de 2,3 millions de NZD sous forme de dons, de 0,8 million de NZD sous forme de prêts à des conditions libérales et de 0,6 million de NZD sous forme de services de conseil aux entreprises, les PME ayant indiqué un investissement supplémentaire de 5 millions de NZD depuis l'obtention d'un don au titre de ce programme. Dans les Îles Salomon, le programme BLP a aidé 47 entreprises (dont 34 entreprises dirigées par des femmes) employant 445 personnes (dont 181 femmes), avec l'octroi de 296 682 NZD sous forme de dons, de 360 930 NZD sous forme de prêts à des conditions libérales et de 74 401 NZD sous forme de services de conseil aux entreprises, les PME ayant indiqué un investissement supplémentaire de 411 840 NZD depuis l'obtention d'un don au titre de ce programme.

3.2.4 Audiovisuel

22. Le MFAT finance en totalité, à hauteur de 3 millions de NZD par an, la Pacific Cooperation Broadcasting Ltd (PCBL), société mère de Pasifika TV. En plus de fournir des contenus gratuits 24 heures/24 et 7 jours/7 aux sociétés de radiodiffusion avec lesquelles elle a des contrats (actuellement, 21 sociétés dans 15 pays), PCBL dispense également des formations en journalisme, édition et gestion d'entreprise. L'accord de financement inclut la fourniture de décodeurs numériques haute définition, des unités de journalisme mobile (filmage) et des ordinateurs portables. Ensemble, ces éléments donnent la capacité de filmer, d'éditer et de diffuser en temps réel et en continu via la plate-forme centrale à Auckland, exploitée conjointement avec Māori TV, ce qui permet d'accroître le contenu originaire du Pacifique sur la chaîne.

3.2.5 Activités des agences régionales du Pacifique

23. Aotearoa Nouvelle-Zélande fournit un soutien financier de base au Secrétariat du Programme environnemental régional du Pacifique (SPREP) (10,35 millions de NZD sur cinq ans, 2020-2024). Le SPREP fournit des conseils techniques, un soutien dans le cadre du programme et une assistance en matière de renforcement des capacités aux pays et territoires insulaires du Pacifique dans les domaines de la gestion de la biodiversité et des écosystèmes, du changement climatique, de l'acidification des océans, de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution, ainsi que de la surveillance et de la gouvernance environnementales, facilitant de cette façon le transfert de connaissances dans la région.

24. Aotearoa Nouvelle-Zélande fournit un soutien de base, à hauteur de 9 millions de NZD par an, à la Communauté du Pacifique, principale agence scientifique et technique du Pacifique, dont le mandat régional couvre de nombreux secteurs, parmi lesquels l'agriculture, la santé publique, la qualité de l'enseignement, la pêche côtière, l'énergie, la gestion des catastrophes, les droits humains, l'égalité entre les sexes et les jeunes, et les statistiques. Elle favorise le transfert de technologie dans la région dans ces domaines. L'initiative relative à la réponse multisectorielle aux maladies non transmissibles dans le Pacifique, conduite par la Communauté du Pacifique, contribue à améliorer les mesures multisectorielles prises pour lutter contre les maladies non transmissibles en apportant un soutien réglementaire, législatif et technique. Aux Îles Salomon, cette activité a permis l'élaboration d'un plan multisectoriel concernant les maladies non transmissibles.

25. Aotearoa Nouvelle-Zélande fournit un soutien de base, à hauteur de 4,6 millions de NZD par an, à l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (FFA), qui aide les pays du Pacifique à coopérer pour la gestion de la pêche au thon et à maximiser les bénéfices économiques et sociaux tirés de cette ressource. Cela inclut le renforcement des capacités nationales et du transfert de technologie dans les domaines de la gestion de la pêche, du respect des règles et des cadres juridiques.

3.2.6 Programme sur le changement climatique

26. Aotearoa Nouvelle-Zélande s'est engagée à fournir une aide à la lutte concernant le climat d'au moins 300 millions de NZD de 2019 à 2022, dont au moins les deux tiers sont allés au Pacifique et au moins la moitié a été consacrée à l'adaptation. Pour cette période, Aotearoa Nouvelle-Zélande a continué à mettre en œuvre un programme consacré au changement climatique qui aide les pays du Pacifique à piloter leur action face au changement climatique. Le programme prévoyait l'octroi de 150 millions de NZD sur quatre ans dans le cadre de financements bilatéraux, régionaux et multilatéraux, et a notamment soutenu le Pacific Climate Change Centre (Centre pour le changement climatique dans le Pacifique) en collaboration avec des homologues australiens sur le Programme de soutien au climat et aux océans, et en renforçant la sécurité de l'eau dans les pays de basse altitude. L'engagement pour 2019-2022 a été rempli en juillet 2021 et a été dépassé avant la fin de la période d'engagement. En décembre 2022, un total de 486 millions de NZD a été dépensé pour financer l'action climatique. En 2021, le gouvernement néo-zélandais a annoncé qu'il s'engageait à allouer un montant supplémentaire de 1,3 milliard de NZD pour financer l'action climatique sur la période de quatre ans 2022-2025.

27. Aotearoa Nouvelle-Zélande finance une vaste gamme d'initiatives visant à soutenir le développement à faibles émissions et résilient face au changement climatique, à améliorer l'accès aux données scientifiques et à l'information en vue d'aider les pays insulaires du Pacifique dans leurs

prises de décisions, à améliorer la sécurité de l'eau et à renforcer les écosystèmes, à élargir l'accès aux énergies renouvelables, et à soutenir la résilience tant économique que climatique. Voici quelques exemples de ces initiatives:

- après avoir expérimenté un outil de gestion des risques dans le Pacifique aux fins de la résilience, au Samoa et au Vanuatu, Aotearoa Nouvelle-Zélande a travaillé avec des partenaires en Nouvelle-Zélande et dans le Pacifique pour affiner l'outil, et a apporté un soutien aux PIC pour modéliser les effets des risques naturels, tels que les cyclones tropicaux et les sécheresses, afin de prévoir les dommages pour les personnes et les infrastructures. Ces renseignements ont été utilisés pour la planification à court terme (par exemple pour les interventions en cas de catastrophe) et à long terme (par exemple pour l'aménagement du territoire) dans le but de réduire les pertes potentielles;
- un ensemble d'initiatives relatives aux énergies renouvelables dans toute une série de pays du Pacifique tels que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, les Tonga, le Samoa, Nioué, les Tokélaou et le Pacifique Nord ont permis à ces pays de faire des progrès notables en ce qui concerne la réalisation de leurs objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables. La Nouvelle-Zélande a aussi promu plusieurs initiatives relatives aux énergies renouvelables en Asie du Sud-Est, en Afrique de l'Est et dans les Caraïbes.

3.2.7 Programme agréé d'emploi saisonnier (RSE)

28. Le Programme agréé d'emploi saisonnier (RSE) permet aux employeurs d'Aotearoa Nouvelle-Zélande des secteurs de l'horticulture et de la viticulture d'embaucher des travailleurs saisonniers migrants venant essentiellement du Pacifique. Ce programme vise à procurer aux employeurs d'Aotearoa Nouvelle-Zélande une source fiable de main-d'œuvre saisonnière en offrant à des travailleurs du Pacifique des possibilités de revenus et d'emploi. Pendant leur séjour à Aotearoa Nouvelle-Zélande, ces travailleurs ont aussi la possibilité d'améliorer leurs compétences et de suivre divers cours de formation.

29. Depuis 2007, 120 000 travailleurs sont arrivés en Nouvelle-Zélande au titre de ce programme. Parmi eux, 9 100 travailleurs RSE sont venus de PMA du Pacifique (Kiribati, Îles Salomon et Tuvalu). Les travailleurs qui ont participé au programme ont amélioré leurs compétences en matière de lecture, d'écriture, de calcul et de communication, ce qui a permis un partage de compétences entre Aotearoa Nouvelle-Zélande et le Pacifique.

30. Le Programme IDC d'Aotearoa Nouvelle-Zélande apporte un soutien financier important visant à faciliter:

- un programme de formation au titre du RSE visant à offrir des compétences en anglais, des notions financières et des outils pour la vie quotidienne ainsi qu'une formation plus poussée (métiers de base, petites entreprises, nutrition et hospitalité, et encadrement, par exemple). Le programme a permis de former plus de 13 000 travailleurs sur plus de 10 ans (de 2012 à 2022); et
- une assistance technique fournie par le Ministère des entreprises, de l'innovation et de l'emploi d'Aotearoa Nouvelle-Zélande pour renforcer la capacité des gouvernements du Pacifique de recruter et de gérer l'offre de main-d'œuvre dans les secteurs de l'horticulture et de la viticulture en Nouvelle-Zélande au titre du Programme RSE

3.2.8 Programme Géothermie en Afrique

31. Le Programme Géothermie Nouvelle-Zélande – Afrique (NZ-AGF) est un partenariat de 10,2 millions de NZD avec la Commission de l'Union africaine. Depuis l'exercice budgétaire 2017-2018, il fournit une assistance technique dans le domaine de la géothermie en vue de favoriser le développement de ce secteur dans les pays d'Afrique de l'Est. Il est ouvert à 11 pays admissibles, dont 10 PMA: Burundi, Comores, Congo, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Zambie. Dans la présente période comptable, depuis juin 2020, trois projets d'assistance technique NZ-AGF ont été conduits pour soutenir des PMA partenaires. Dans le cadre d'un programme de soutien en matière de forage à plusieurs pays, l'aide au renforcement des capacités a touché 95 personnes à Djibouti, en Tanzanie et en Éthiopie, en aidant les partenaires à planifier

et à faire avancer le forage aux fins de l'exploration géothermique. Un projet NZ-AGF distinct a permis d'aider deux PMA partenaires à remplir des demandes à l'Union africaine concernant son dispositif d'atténuation des risques géothermiques (GRMF), afin d'obtenir des financements sous forme de dons pour contribuer à leurs efforts d'exploration géothermique. Dans la période comptable en cours, pendant les cycles 6 et 7 du GRMF, le programme NZ-AGF a permis de soutenir cinq candidatures au GMF, en lien avec la Tanzanie (une) et Djibouti (quatre). Dans le cadre du troisième projet NZ-AGF, des personnes provenant d'autres PMA africains – dont les Comores, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Somalie, la Tanzanie et la Zambie – ont participé à un programme de formation sous la forme d'un "webinaire" régional en ligne, au cours duquel une formation de base leur a été dispensée dans un ensemble de disciplines techniques liées à la géothermie.

3.3 EXEMPLES DE PROGRAMMES MONDIAUX

3.3.1 Bourses accordées par la Nouvelle-Zélande

32. Aotearoa Nouvelle-Zélande accorde des bourses aux ressortissants des pays en développement ciblés pour leur permettre d'obtenir une formation professionnelle ou de perfectionnement ou de suivre des études supérieures en Nouvelle-Zélande, dans la région du Pacifique ou en Asie du Sud-Est. La majorité de ces bourses sont offertes dans le cadre du Programme de bourses Manaaki Nouvelle-Zélande. Au cours de l'exercice 2022-2023, 496 boursiers de ce programme ont achevé leurs études. Pendant cette période, de nombreux boursiers qui avaient reporté leurs études à cause de la fermeture des frontières liée à la COVID-19 ont pu les commencer/reprendre. À la date de présentation de cette communication, 624 boursiers suivant des études supérieures sont inscrits dans des institutions néo-zélandaises ou du Pacifique, et 95 suivent actuellement des formations professionnelles ou de perfectionnement. En outre, la formation devrait commencer sous peu pour 128 boursiers inscrits à des formations professionnelles et de perfectionnement et 130 boursiers inscrits dans l'enseignement supérieur. Le programme est financé dans le cadre de la dotation qui est attribuée à la coopération internationale pour le développement; au cours de l'exercice 2022-2023, le montant total déboursé a été de 38,95 millions de NZD.

33. Les bourses Manaaki Nouvelle-Zélande améliorent les compétences, les connaissances et d'autres capacités des boursiers qui leur permettent de contribuer au développement social et économique de leur pays. Elles ne sont attribuées que dans des domaines et pour des compétences pertinents pour les besoins et priorités des pays partenaires en matière de mise en valeur des ressources humaines.

3.4 AUTRES PROGRAMMES DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE COMPORTANT UN ÉLÉMENT DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

3.4.1 Office néo-zélandais de la propriété intellectuelle

34. L'Office néo-zélandais de la propriété intellectuelle (IPONZ) fournit une assistance technique suivie aux pays en développement et aux pays les moins avancés qui en font la demande. La Nouvelle-Zélande continuera de soutenir, sur demande, les efforts faits à l'avenir pour améliorer les régimes de propriété intellectuelle des pays en développement.

35. L'IPONZ est réputé pour l'efficacité et l'efficacités de ses services en ligne et pour la grande qualité de ses procédures d'examen et d'enregistrement. De ce fait, il accueille des délégations des pays en développement et des pays les moins avancés, et organise des visites d'étude à leur intention, afin de leur dispenser une formation technique et de partager des connaissances.

36. Dernièrement, la pandémie de COVID-19 et les restrictions aux frontières néo-zélandaises se sont répercutées sur la capacité de l'IPONZ de fournir une assistance. Avec l'assouplissement de ces restrictions, l'IPONZ peut à nouveau offrir son aide plus facilement.

3.4.2 Office des droits des obtenteurs de variétés végétales

37. La Nouvelle-Zélande est membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) depuis 1981. Une activité fondamentale de l'UPOV est la coopération entre les États membres et l'harmonisation des essais et examens. Sur demande, la Nouvelle-Zélande fournit

des rapports d'essais variétaux à plusieurs membres et utilise les résultats d'essais d'autres États pour les décisions relatives aux droits d'obtenteurs. Cette activité encourage l'échange continu d'expériences et de compétences techniques entre les États membres de l'UPOV.

38. La Nouvelle-Zélande continue de participer activement au Conseil, au Comité consultatif, au Comité administratif et juridique, au Comité technique et aux cinq Groupes de travail techniques. Elle a présidé le Groupe de travail technique sur les plantes fruitières pendant la période 2022-2023. L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) a tenu des réunions en présentiel et à distance.

Activités spécifiques de la Nouvelle-Zélande pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

Intitulé	Source	Date (de début et de fin)	Membre, institution ou public bénéficiaire	Brève description
Présentation des éléments de l'examen DHS et des groupes de travail techniques de l'UPOV	Présidents des groupes de travail techniques de l'UPOV et secrétariat de l'UPOV	18 et 19 avril 2023	États membres de l'UPOV et observateurs	Les webinaires ont permis de présenter des expériences nationales concernant certains éléments des essais de variétés pour les droits d'obtenteurs ainsi que des renseignements sur les groupes de travail techniques de l'UPOV.
Organisation d'un atelier sur la gestion de la qualité des marques de l'AANZFTA en novembre 2022	IPONZ	Novembre 2022	Délégués des États membres de l'ASEAN, Australie	L'IPONZ a participé à l'atelier de novembre 2022 sur la gestion de la qualité des marques de l'AANZFTA. Cela fait partie du Programme "Agriculture, revenu sûr", qui a succédé au Programme de coopération économique dans le cadre de l'AANZFTA (AECSP). Il s'agissait d'une activité de suivi de l'atelier de juin 2021. Le partage de compétences sur les systèmes de gestion de la qualité a été instructif pour les participants.
Assistance technique à l'Office de la propriété intellectuelle de l'Uruguay	IPONZ	30 mai 2022	Office de la propriété intellectuelle de l'Uruguay	L'IPONZ a tenu une réunion avec l'Uruguay le 30 mai 2022 pour des discussions de haut niveau sur les possibilités d'assistance technique et des sujets d'intérêt (PPH, GI, savoirs traditionnels, marques de commerce non traditionnelles, dessins et modèles).

3.4.3 Programme de coopération économique dans le cadre de l'AANZFTA

39. L'Accord établissant la zone de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande (AANZFTA) prévoit un programme d'activités d'assistance technique en vue d'aider les parties à l'accord à mettre en œuvre et à faire respecter l'accord, en particulier son chapitre consacré à la coopération économique. Jusqu'en juin 2022, ce programme était appelé Programme de soutien à la coopération économique dans le cadre de l'AANZFTA (AECSP). La Nouvelle-Zélande s'est engagée à continuer de financer le programme succédant à l'AECSP, le Programme de mise en œuvre de l'AANZFTA (AISP), qui continue d'aider les parties à l'accord à mettre en œuvre et à faire respecter l'accord. Ce nouveau programme est mis en œuvre depuis 2022. Comme l'AECSP, l'AISP est financé conjointement par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

40. Des projets financés par l'AISP sont proposés à chacun des 10 États membres de l'ASEAN. La coopération économique AANZAFTA a pour but de faciliter la mise en œuvre de l'AANZFTA, de faire progresser les négociations sur le programme incorporé, de renforcer l'intégration économique entre les parties et d'accroître la participation des entreprises à l'AANZFTA.

41. Dans le cadre du Plan de travail 2023 pour la coopération économique en faveur de l'AISP, un certain nombre de projets axés sur la propriété intellectuelle seront mis en œuvre au titre du programme au cours de l'année prochaine, notamment:

- Un renforcement des connaissances en matière de propriété intellectuelle dans les entreprises détenues par des femmes, un soutien visant à ce que les entreprises dirigées par des femmes développent leur marque (conception et enregistrement) et une aide visant à ce que les entreprises détenues par des femmes participent à la semaine consacrée à la propriété intellectuelle 2024.
- Des activités de partage des connaissances et de recherche sur les compétences et les qualifications des professionnels des services de propriété intellectuelle de l'ASEAN, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

42. Les projets antérieurs du Programme de coopération économique dans le cadre de l'AANZFTA axés sur la propriété intellectuelle comprennent:

- Aide aux États membres de l'ASEAN afin qu'ils adhèrent au Protocole de Madrid et qu'ils le mettent en œuvre après leur adhésion, ce qui facilitera l'enregistrement de marques au niveau régional et mondial.
- Projets visant à renforcer les capacités institutionnelles des États membres de l'ASEAN à concevoir et adopter une approche cohérente, durable et de qualité en matière d'examen des brevets, et formations sur mesure - dans le cadre de trois projets interconnectés: le programme régional de formation à l'examen des brevets (RPET), une formation modèle à l'examen idéal des brevets et le programme de mentorat du RPET.
- L'élaboration d'une [stratégie régionale de formation et de sensibilisation de la population à la propriété intellectuelle](#) et la création d'un ensemble de ressources (par exemple, le [portail de la propriété intellectuelle au service de l'entreprise](#), un [manuel](#) et un [guide](#)) pour mieux faire connaître la gestion stratégique de la PI aux milieux d'affaires et aux créateurs de propriété intellectuelle de l'AANZFTA afin qu'ils profitent de la zone grâce à l'innovation et qu'ils demandent et appliquent leurs droits en matière de propriété intellectuelle.

ANNEXE¹

Intitulé du projet/programme	InvestPacific
Objectif ou objet	Renforcer la résilience des pays insulaires du Pacifique par l'augmentation des investissements privés consacrés au développement inclusif et durable.
Entité fournissant l'incitation	Gestionnaire de fonds d'investissement InvestPacific (à confirmer)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Investisseurs et entreprises souhaitant faire du commerce et/ou investir dans les pays insulaires du Pacifique
Membre(s) bénéficiaire(s)	Îles Salomon
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Entreprises privées et éventuellement entreprises publiques des pays insulaires du Pacifique
Nature de l'incitation	10 millions de NZD pour le capital de première perte, 5 millions de NZD de dons au titre du mécanisme d'assistance technique, 2 millions de NZD pour les frais d'établissement
Implications financières	17 millions de NZD
Domaine de technologie	Le gestionnaire de fonds sera chargé de mobiliser des capitaux et d'assurer le développement et la structuration des opérations d'investissement dans le Pacifique. Le capital de première perte doit permettre de mobiliser des capitaux privés pour les investissements dans la région du Pacifique. Le mécanisme d'assistance technique aidera à élaborer des projets, à assurer le suivi des investissements et à mesurer leur impact.
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture; technologies de l'information et de la communication; technologies d'atténuation des effets du changement climatique; autres
Résultats ou impact	Les résultats à long terme attendus d'InvestPacific sont les suivants: – InvestPacific apporte des bénéfices sociaux et économiques aux populations des îles du Pacifique – un renforcement de la résilience des pays insulaires du Pacifique grâce à une intégration régionale plus poussée – les investisseurs privés augmentent de façon indépendante la valeur de leurs investissements dans le Pacifique. Les résultats sont notamment les suivants: – établissement de la structure du fonds et du mécanisme pour l'assistance technique, du fonctionnement et du cadre d'impact – réserve de projets pouvant faire l'objet d'investissements dans certains secteurs identifiés – finalisation du cadre des activités de suivi, d'évaluation et d'apprentissage et établissement du niveau de référence
État d'avancement du programme ou du projet	En cours d'élaboration pour une mise en œuvre future
Durée et calendrier	2023-2033
Site Web pour plus de renseignements	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (MFAT) de la Nouvelle-Zélande

¹ En anglais et en français seulement.

Intitulé du projet/programme	Business Link Pacific
Objectif ou objet	Un secteur privé du Pacifique solide et prospère qui contribue à un développement inclusif, durable et résilient au changement climatique.
Entité fournissant l'incitation	Business Link Pacific (gérée par DT Global pour le compte du MFAT)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consultants et conseillers en entreprises qui apportent un soutien aux organisations, conseillers en entreprises et entreprises du secteur privé des îles du Pacifique.
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Petites et moyennes entreprises et organisations du secteur privé du Pacifique
Nature de l'incitation	Les services de BLP comprennent notamment les suivants: <ul style="list-style-type: none"> • systèmes de qualité, activités d'assistance technique et de formation pour les conseillers d'entreprises locaux afin d'améliorer la qualité et la pertinence de leurs services aux PME; • programme de subventions partielles permettant aux conseillers en entreprises locaux d'offrir des services à prix réduits aux PME locales afin d'améliorer leur fonctionnement; • aide aux entreprises pour que les PME puissent améliorer leurs opérations commerciales et leur résilience; • capitaux de gros et assistance technique destinés aux institutions financières du Pacifique pour les inciter à accorder des prêts à des conditions favorables aux PME; et • assistance technique et soutien aux organisations du secteur privé du Pacifique pour leur permettre de faciliter l'accès des PME du Pacifique à des services locaux de conseil aux entreprises et des aides financières.
Implications financières	26,16 millions de NZD
Domaine de technologie	Services d'accompagnement pour la gestion d'entreprise et accès au financement
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture; technologies de l'information et de la communication; technologies d'atténuation des effets du changement climatique; autres
Résultats ou impact	Résultats à long terme proposés: – les PME du Pacifique sont plus prospères et plus résilientes – augmentation de l'emploi et des revenus des ménages – développement économique diversifié, inclusif, durable et résilient au changement climatique Résultats à court terme proposés: les conseillers en entreprise du Pacifique offrent aux PME des services de qualité pertinents à un prix abordable = les établissements financiers du Pacifique offrent des produits financiers abordables et appropriés à des PME responsables et efficaces
État d'avancement du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2022-2027
Site Web pour plus de renseignements	www.businesslinkpacific.com
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (MFAT) de la Nouvelle-Zélande

Intitulé du projet/programme	Pacific Trade & Invest (Nouvelle-Zélande)
Objectif ou objet	Pacific Islands Trade and Invest (PT&I) collabore avec les exportateurs des îles du Pacifique pour promouvoir leurs produits et services et attirer des investissements dans les entreprises des îles du Pacifique.
Entité fournissant l'incitation	Pacific Trade & Invest (Nouvelle-Zélande)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Investisseurs et entreprises souhaitant faire du commerce avec des entreprises des pays insulaires du Pacifique.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Îles Salomon
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Entreprises du secteur privé des pays insulaires du Pacifique
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Facilitation des exportations, promotion des investissements, études de marché et développement de produits.
Nature de l'incitation	12,8 millions de NZD entre 2023 et 2028
Implications financières	
Domaine de technologie	<ul style="list-style-type: none"> • Activités de facilitation et de promotion des échanges, par exemple promouvoir les exportateurs établis dans la région du Pacifique auprès des acheteurs néo-zélandais et permettre leur accès aux marchés néo-zélandais et aider les entreprises du Pacifique à améliorer leur préparation à l'exportation. • Activités de facilitation et de promotion des investissements, par exemple présenter des investisseurs potentiels à des entreprises du Pacifique. • Activités de mobilisation et de sensibilisation, par exemple établir des réseaux et des collaborations avec des organisations de développement du Pacifique et des organisations de promotion du commerce et des investissements. • Activités de commercialisation et de communication, par exemple promouvoir les entreprises, produits et services du Pacifique, et leurs réussites.
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture; technologies de l'information et de la communication; technologies d'atténuation des effets du changement climatique; autres
Résultats ou impact	<p>Améliorer les moyens de subsistance des populations du Pacifique (en particulier les femmes et les petits États insulaires) en favorisant le travail décent et la croissance économique dans la région du Pacifique bleu. Les résultats à long terme auxquels le PTI NZ contribuera sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la rentabilité et des recettes internationales des entreprises du Pacifique. • Investissements dans les entreprises du Pacifique qui leur permettent de réussir et de se développer. • Création d'emplois, qualité des emplois et emplois durables.
État d'avancement du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2023-2028
Site Web pour plus de renseignements	https://pacifictradeinvest.com/fr/about-us/pti-new-zealand/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Nouvelle-Zélande

Intitulé du projet/programme	Programme sur le changement climatique
Objectif ou objet	Aider les pays du Pacifique à lutter contre le changement climatique
Entité fournissant l'incitation	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Nouvelle-Zélande
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Administrations publiques, dirigeants de communautés et groupes du Pacifique
Membre(s) bénéficiaire(s)	Îles Salomon
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Administrations publiques, dirigeants de communautés et groupes du Pacifique
Nature de l'incitation	Renforcement des capacités grâce à l'assistance technique et à la formation.
Implications financières	150 millions de NZD (2019-2022) et 1,3 milliard de NZD (2022-2025)
Domaine de technologie	Résilience climatique: formation et conseils techniques dispensés aux gouvernements du Pacifique en matière de résilience climatique
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies de l'information et de la communication; technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats ou impact	Élaboration de plans en matière de résilience climatique adaptés aux pays insulaires du Pacifique, y compris en vue d'assurer un développement à faibles émissions et résilient face au changement climatique, d'améliorer l'accès aux données scientifiques et à l'information en vue d'aider les pays insulaires du Pacifique dans leurs prises de décisions, d'améliorer la sécurité de l'eau et de renforcer les écosystèmes, d'élargir l'accès aux énergies renouvelables, de soutenir la résilience tant économique que climatique, d'apporter un soutien à la préservation de la biodiversité, des océans et de la nature, en ce qui concerne les pertes et les dommages, l'insécurité hydrique, la mobilité climatique et de mobiliser des fonds privés.
État d'avancement du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019-2022 (150 millions de NZD) et 2022-2025 (1,3 milliard de NZD)
Site Web pour plus de renseignements	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (MFAT) de la Nouvelle-Zélande